mais, comme d'autres députés veulent aussi prendre la parole, je termine en disant que je suis reconnaissant d'avoir pu dire ces quelques mots.

M. Alastair Gillespie (Etobicoke): Monsieur l'Orateur, je voudrais féliciter un certain nombre des préopinants. Ils nous ont fort bien dépeint la gravité de l'inflation, mais cela ne suffit pas à résoudre le problème. J'ai été particulièrement intéressé par les observations du député d'Edmonton-Ouest (M. Lambert), qui était sur le point d'admettre que le gouvernement fédéral n'est pas seul responsable de l'inflation ni de son remède. Voilà un aspect, à mon avis, que nous négligeons trop souvent, car en face d'un problème nous adoptons l'attitude suivante: «Que le gouvernement le régle.»

Selon le député qui a pris la parole immédiatement après celui de St. Paul's (M. Wahn), la modération s'imposait et il s'agissait d'une responsabilité que nous partageons tous. A mon avis, le député de Waterloo (M. Saltsman) l'a bien souligné lorsqu'il a traité des maîtres du marché. A mon avis, le pouvoir du marché a une grande importance dans ce débat sur l'inflation tant au point de vue de ceux qui vendent les marchandises que de l'avis de ceux qui offrent leurs services sous forme de travail organisé. Ceux qui peuvent, grâce à leur situation particulière, obtenir un relèvement de 18 p. 100 des taux de rémunération, peuvent influencer sur les coûts de revient. Ils peuvent, si cela se produit assez souvent, influencer sur les opinions tout comme le pouvoir du marché—ceux qui vendent les marchandises et les services—pourrait abuser de sa situation. Ce que je veux dire c'est que l'inflation est largement une question d'attitude. Elle est sensiblement influencée par ce qu'on attend de l'avenir. Le gouvernement fédéral a reconnu ce problème et l'a souligné bien des fois. Il l'a reconnu par le budget que le ministre a présenté ici le 22 octobre et qui renfermait des mesures propres à équilibrer le budget.

● (5.50 p.m.)

Lorsqu'il a abordé de front toute la question des perspectives d'avenir, le ministre a souligné la gravité de l'inflation et la nécessité pour nous de prouver à ceux qui sont le plus touchés que nous sommes en mesure de gérer notre économie. J'aimerais dire quelques mots sur les effets de l'inflation. Trop souvent nous parlons de l'inflation comme si celui qui en souffrira à titre de contribuable, ne va pas aussi en souffrir à titre de prêteur. Les béné-

[M. Saltsman.]

ficiaries des régimes de sécurité sociale, pensions et assurance-vie, ne sont-ils pas aussi les prêteurs en dernier ressort? Ces économies sont la source de l'épargne et des obligations qui assurent l'investissement au Canada dans les sociétés privées et qui garantissent et financent les programmes du gouvernement. Je prétends que ce ne sont pas les grandes institutions qui sont les prêteurs, ce ne sont pas davantage les compagnies d'assurance-vie, ce ne sont pas les caisses de pension, mais bien ceux qui alimentent ces caisses de pension ou ces compagnies d'assurance par leurs primes, qui sont ainsi investies en leur nom.

Nous avons trop souvent tendance à penser que l'inflation ne porte atteinte qu'à un petit groupe, les faibles. Elle les frappe en effet, souvent plus durement que les autres. Cela m'inquiète parce qu'ils sont moins capables que quiconque de se défendre. Il faut reconnaître cependant que l'inflation atteint presque tout le monde au Canada. Presque toute la population canadienne participe maintenant à un régime de pension. Le député de St. Paul's (M. Wahn) avait raison d'assimiler l'inflation à un impôt. C'est bien un impôt, à mon avis, un impôt qui frappe tout le monde, y compris ceux qui sont le moins en mesure d'y faire face. L'inflation n'est pas uniquement due à des causes internes, cependant; elle peut aussi résulter d'événements extérieurs. Au Canada, nous sommes particulièrement sensibles aux actions des États-Unis. Notre commerce, dans une proportion de plus de 70 p. 100, se fait avec les États-Unis. Ce qui se passe dans ce pays se répercute chez nous rapidement. Aux États-Unis, l'inflation est devenue un grave problème et, en conséquence, le gouvernement a imposé une surtaxe de 10 p. 100 sur le revenu.

Je voudrais ajouter en outre que je partage l'opinion du député de St. Paul's en ce qui concerne l'inflation rampante à laquelle, à mon avis, le Conseil économique a accordé plus de crédibilité qu'il ne l'aurait dû en la qualifiant de compromis. A mon avis, le compromis entre un certain pourcentage, peut-être 1.4 p. 100, pour obtenir le taux d'emploi de 3 p. 100, qui serait l'objectif, ne conduit à rien d'autre qu'à la situation à laquelle le député a fait allusion. Je me suis réjoui de voir le gouverneur de la Banque du Canada, M. Rasminski, attirer l'attention sur cette question dans un récent discours à l'étranger. Il déclarait:

Ceux qui manifestent leur inquiétude au sujet de l'inflation se font parfois répondre qu'il nous faut choisir entre l'inflation et un niveau acceptable du chômage. Mais les indices sont de plus en plus nombreux qu'il s'agit là d'une illusion.